

Les femmes sur le marché du travail, Croatie

Cette étude de cas illustre une approche intégrée visant à soutenir les femmes demandeuses d'emploi à réintégrer le marché du travail par l'intermédiaire de la création d'entreprise. La description traite des objectifs et du fondement du projet et résume les principales activités mises en place. Elle présente en outre les défis majeurs rencontrés et l'impact du projet. Les conditions permettant de transposer cette expérience à un autre contexte y figurent également.

Objectifs

Le projet «Les femmes sur le marché du travail» a été mis en œuvre par le service croate de l'emploi (HZZ) dans le cadre du 4^e volet de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP), «Développement des ressources humaines», pour la période 2007-2009. L'exécution du projet a commencé en septembre 2010 et s'est achevée en mars 2012. Il s'agissait, d'une part, d'un programme de subvention visant à aider les demandeuses d'emploi à réintégrer le marché du travail par l'intermédiaire de la création d'entreprise et, d'autre part, d'un programme d'assistance technique pour les décideurs politiques.

L'objectif général du projet était d'améliorer l'employabilité des femmes défavorisées et de les aider à intégrer le marché du travail. La subvention s'adressait aux groupes cibles suivants: les demandeuses d'emploi de plus de 40 ans, les femmes au chômage depuis au moins 12 mois, les femmes inactives, les chômeuses originaires de régions enregistrant des taux de chômage plus élevés que la moyenne, ainsi que les demandeuses d'emploi appartenant à des groupes ethniques minoritaires, en particulier la minorité rom.

Fondement

Cette initiative a été mise en place principalement dans le but de réduire les inégalités auxquelles sont confrontées les femmes croates sur le marché du travail. Les principaux indicateurs du marché du travail révèlent la persistance des disparités entre les sexes, malgré quelques améliorations. Ainsi, le taux d'emploi des femmes était inférieur de 9,1% par rapport à celui des hommes en 2014. Les femmes croates enregistrent également des taux d'activité économique et des revenus mensuels plus faibles que la population masculine. Une série de facteurs expliquent les difficultés plus importantes auxquelles sont confrontées les femmes pour accéder, réintégrer et rester sur le marché du travail. Un nombre disproportionné de femmes occupent des emplois temporaires et précaires, ce qui les rend plus vulnérables et plus exposées à la pauvreté ou aux chocs extérieurs, tels que la crise économique actuelle.

Ces difficultés se révèlent d'autant plus graves pour les femmes défavorisées. Les chômeuses, en particulier celles âgées entre 40 et 65 ans, rencontrent des obstacles pour trouver un emploi et le préserver, en raison non seulement du contexte économique globalement défavorable, mais également d'un manque de formation et de compétences. L'absence d'un système d'apprentissage continu diminue les chances de combler cette lacune au fil du temps.

Pour répondre à ces défis, le programme contribuait au financement d'une série de politiques actives du marché du travail personnalisées et attentives à la dimension de genre, à l'intention des femmes défavorisées, notamment les plus de 40 ans, les chômeuses de longue durée vivant dans les régions enregistrant les taux de chômage les plus élevés et celles issues des groupes minoritaires, tels que la population rom.

Le programme a mobilisé un ensemble de partenaires locaux auprès du HZZ afin de concevoir et de mettre en œuvre de l'aide en faveur des femmes sur le marché du travail, notamment les bureaux régionaux du HZZ, les centres de protection sociale, les municipalités, les organismes gouvernementaux concernés, les syndicats, les organisations patronales et les représentants de la société civile.

Activités

Le régime de subvention a été lancé en 2009, par un appel à propositions publié sur les sites internet d'EuropeAid et du HZZ. Les organisations candidates éligibles pouvaient répondre à l'appel individuellement ou en partenariat, pour des projets de 12 mois, avec un financement d'un montant compris entre 90 000 et 140 000 euros pour les activités suivantes (la liste n'était pas exhaustive et les actions pertinentes qui n'apparaissaient pas étaient également susceptibles de bénéficier d'une aide):

- services d'aide et d'information sur les opportunités du marché du travail et mesures d'incitation en faveur de l'emploi;
- activités visant à créer de nouvelles méthodes de travail et de nouveaux services qui faciliteront l'accès des groupes de femmes défavorisées au marché du travail;
- activités visant à améliorer l'employabilité des groupes de femmes défavorisées;
- activités visant à créer des réseaux, des partenariats et des nouvelles méthodes de soutien aux groupes de femmes défavorisées.

Cinquante-cinq candidatures de projet ont été reçues et soumises à une évaluation en 3 étapes: i) conformité administrative (dossier de candidature complet, reçu dans les délais, etc.); ii) évaluation du concept (pertinence de l'action proposée, ses mérites, son efficacité, sa viabilité, sa durabilité, etc.); iii) examen approfondi de la candidature (contrôle de qualité, y compris le budget, la capacité des candidats et de leurs partenaires — basé sur des critères d'évaluation préétablis). Le processus d'évaluation a duré 9 mois et a été mis en œuvre par le pouvoir adjudicateur, avec l'aide d'évaluateurs externes, tels que les représentants des ministères compétents concernés par l'objectif du régime de subvention.

À l'issue de ce processus, 18 propositions ont été sélectionnées et ont obtenu un financement en novembre 2010. Trois de ces projets visaient à répondre au chômage des femmes défavorisées grâce à la prestation de services d'aide au travail indépendant, à savoir:

- le projet «Soyez commerciale — soyez compétitive», dans le comitat de Brod-Posavina;
- le projet «Pas à pas vers le marché du travail», dans le comitat de Vukovar-Srijem;
- le projet «MOTS — Davantage d'opportunités grâce à de nouvelles compétences», dans le comitat de Dubrovnik-Neretva.

Parmi les principaux outils utilisés dans le cadre de ces projets pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin figurent:

- la diffusion d'informations et des formations sur les compétences entrepreneuriales de base, la planification d'affaires, la gestion d'entreprise, le marketing, la comptabilité, la planification financière, les compétences en informatique et la communication;

- l'élaboration de publications, de manuels et de sites internet;
- l'organisation de rencontres interentreprises pour réunir les participantes au projet et les employeurs potentiels.

Le projet «Soyez commerciale — soyez compétitive» (91605 euros) a été mis en œuvre par le comitat de Brod-Posavina, en partenariat avec le bureau régional du HZZ de Slavonski Brod. Il prévoyait d'aider 48 chômeuses à la recherche active d'un emploi et intéressées par l'activité entrepreneuriale. Les demandeuses d'emploi enregistrées dans la base de données du HZZ du comitat de Brod-Posavina (415 femmes) ont été conviées à participer au projet et, sur la base d'un questionnaire, le projet a sélectionné un groupe de femmes (55 parmi les 131 ayant manifesté un intérêt). Elles ont été invitées à prendre part à un programme de formation sur le renforcement des compétences en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) et des compétences requises sur le marché du travail (l'ensemble des 55 participantes), et à créer une entreprise (21 participantes disposant d'une idée d'entreprise). Le projet a également entrepris des activités de sensibilisation (dépliants, affiches, site internet, etc.) et a élaboré une brochure «Guide pratique sur l'entrepreneuriat féminin». Les données de suivi révèlent que 13 participantes ont lancé leur activité ou ont trouvé un emploi.

Le projet «Pas à pas vers le marché du travail» (110268 euros) a été mis en œuvre par le bureau régional du HZZ de Vukovar, en partenariat avec deux organisations de la société civile, l'Association des femmes et le Centre PRONI pour l'éducation sociale. Il se concentrait sur les chômeuses de longue durée dans le comitat de Vukovar-Srijem et les a aidées à acquérir de nouvelles compétences et aptitudes afin d'élargir leurs perspectives professionnelles et de développer des modèles d'entreprise innovants pour travailler comme indépendante. Le bureau régional du HZZ a procédé à la formation des formateurs lors d'une phase préparatoire, avant d'organiser une série d'ateliers avec les participantes pour les encourager dans la recherche active d'un emploi, leur apporter un soutien psychologique, renforcer leurs compétences en matière de TIC et créer une entreprise. Au total, 262 femmes ont participé au projet, dont 88 aux ateliers de motivation, 155 au projet de soutien psychologique, 57 aux ateliers sur les TIC et 28 aux ateliers sur l'entrepreneuriat. Le projet a abouti à la création de 2 entreprises (dans lesquelles 13 participantes ont trouvé un emploi) et d'une organisation de la société civile fondée par 3 participantes. En outre, 27 femmes ont trouvé un emploi ailleurs.

Le projet «MOTS — Davantage d'opportunités grâce à de nouvelles compétences» (107539 euros) a été mis en œuvre par Deša, une organisation de la société civile, en partenariat avec le bureau régional du HZZ à Dubrovnik et le centre pour l'entrepreneuriat de Dubrovnik. Il visait à améliorer l'employabilité de 120 chômeuses de longue durée de plus de 40 ans, dans le comitat de Dubrovnik-Neretva. Les activités comprenaient des séminaires sur l'entrepreneuriat, la finance et la comptabilité, ainsi que des formations sur les TIC et sur les méthodes pour développer et promouvoir des souvenirs et produits locaux authentiques. Le projet a par ailleurs organisé une rencontre interentreprises lors de laquelle les demandeuses d'emploi ont pu présenter leurs compétences et leur curriculum vitae à des employeurs locaux. Deux cent trente-trois chômeuses ont participé au projet, dont 59 ont trouvé un emploi et 9 ont fondé une entreprise.

La valeur contractuelle totale des projets mis en œuvre dans le cadre du programme de subvention s'élevait à 2017480 euros. Le programme n'a pu contribuer qu'à hauteur de 70-85% des coûts totaux éligibles, ce qui implique que les candidats ont dû cofinancer le solde avec leurs propres ressources ou des sources non européennes. Concrètement, le régime de subvention a financé entre 77 et 85% de chaque projet retenu.

Défis rencontrés

Tous les bénéficiaires de la subvention ont participé à une série d'ateliers et de consultations préparatoires et le pouvoir adjudicateur s'est montré disponible pour fournir des clarifications et du soutien aux bénéficiaires. Malgré cela, les porteurs des projets ont rencontré des difficultés. Des 2 017 480 euros accordés pour la totalité des 18 contrats de subvention, seuls 1 853 606 (91,8% de la valeur contractuelle totale) ont effectivement été décaissés. Cet écart au niveau des décaissements s'explique principalement par une mauvaise planification des budgets pour les subventions et une gestion financière inadéquate des contrats de subvention de la part des candidats. Cela a conduit à une diminution des coûts totaux éligibles.

Impact

Ce programme a permis à de nombreuses institutions aux niveaux national, régional (les comitats) et local d'acquérir de nouvelles connaissances et de soutenir des mesures en faveur de plusieurs groupes vulnérables importants sur le marché du travail, notamment les femmes. La qualité de l'appel à propositions pour le programme de subvention mérite également d'être soulignée. En effet, il a été à la fois suffisamment spécifique pour encourager la mise en concurrence entre des organismes de l'ensemble du pays, et suffisamment flexible pour permettre aux institutions candidates de former des consortiums et proposer des offres qui correspondaient mieux aux besoins de leurs communautés et parties prenantes. Cela s'est révélé essentiel pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre de propositions innovantes, dans le cadre des critères définis. Le HZZ a ainsi pu tirer des enseignements de ces expériences.

En ce qui concerne les clientes, les trois projets qui ont soutenu les demandeuses d'emploi dans la création d'une entreprise ont aidé 105 femmes à devenir indépendantes ou à trouver un emploi.

Conditions pour le transfert

Il ne faut pas oublier que la Croatie était engagée dans le processus d'adhésion à l'Union européenne au moment où cette initiative a été conçue et mise en œuvre. L'initiative visait à sensibiliser les acteurs concernés sur l'importance de prendre en considération les besoins des demandeuses d'emploi issues de diverses catégories et de développer les initiatives politiques appropriées. Malgré ce contexte spécifique, l'expérience révèle 2 leçons principales pour l'utilisation d'une approche similaire dans d'autres régions:

1. *Utiliser des appels à propositions pour mobiliser le secteur privé.* Cette méthode a offert aux soumissionnaires un niveau de flexibilité adéquat pour interpréter les critères de manière à ce qu'ils correspondent au mieux aux besoins réels de leurs communautés et parties prenantes. Cela a permis d'encourager des approches alternatives et innovantes. Une telle approche peut se révéler particulièrement importante dans le contexte de groupes vulnérables qui sont très difficiles à atteindre. Cependant, le recours aux procédures de passation des marchés de l'Union européenne est exigeant pour tous les participants, y compris les autorités et les soumissionnaires. Des services d'aide et des formations s'avèrent indispensables lors de la mise en œuvre de ces systèmes avec des utilisateurs inexpérimentés.
2. *Planifier le suivi et l'évaluation à l'avance.* Le manque de réflexion et de priorité portées au suivi et à l'évaluation a représenté une des principales faiblesses de l'expérience. Avec autant de projets, de responsables et d'utilisateurs, la mise en place ultérieure et systématique de mécanismes de suivi et d'évaluation s'est révélée impossible.

Références

- Commission européenne (2012), «The current situation of gender equality in Croatia — Country Profile 2012», direction générale de la justice.
- Commission européenne (2007), «Republic of Croatia — Operational Programme for Human Resources Development 2007-2009», disponible à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/croatia/ipa/4_croatia_human_resources_development_operational_programme_2007-2009_en.pdf
- GEM (2012), «Što čini Hrvatsku (ne)poduzetničkom zemljom? (Qu'est-ce qui fait de la Croatie un pays (non) entrepreneurial?», disponible à l'adresse suivante: www.gemconsortium.com
- Service croate de l'emploi (2010), «Grant contracts awarded during November 2010», disponible à l'adresse suivante: [www.hzz.hr/dfc/userdocsimages/AN-129003\(GS\).pdf](http://www.hzz.hr/dfc/userdocsimages/AN-129003(GS).pdf)
- Service croate de l'emploi, département chargé du financement et de la passation des contrats de l'UE (2009), «Women in the Labour Market — Guidelines for grant applicants», disponible à l'adresse suivante: [www.hzz.hr/dfc/userdocsimages///GfA-129003\(GS\)-CRO.pdf](http://www.hzz.hr/dfc/userdocsimages///GfA-129003(GS)-CRO.pdf)
- WYG International Ltd (2012), «Final Report — Women in the Labour Market».



Extrait de :
Inclusive Business Creation
Good Practice Compendium

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264251496-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2016), « Les femmes sur le marché du travail, Croatie », dans *Inclusive Business Creation : Good Practice Compendium*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264261426-9-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.